

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 675 / Septembre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^{ème} trimestre 2021

Le climat des affaires demeure favorable

L'ICA se maintient à un niveau élevé

Après un premier trimestre marqué par un regain d'optimisme des chefs d'entreprise malgré le confinement, l'année 2021 se poursuit avec une tendance positive. En effet, les résultats de l'enquête de conjoncture font ressortir un Indicateur du climat des affaires (ICA) qui, malgré une baisse de 5,5 points, s'établit à 114,2 points, signe que les chefs d'entreprise gardent le moral en dépit de l'incertitude que peut engendrer la situation sanitaire. Le repli de l'indicateur trouve sa source dans les anticipations un peu moins optimistes pour le reste de l'année, en lien avec les craintes d'un ralentissement de la demande.

Dans cet environnement, et malgré une difficulté supplémentaire liée à un climat social et sécuritaire relativement dégradé, l'activité globale reste, pour le deuxième trimestre consécutif, très bien orientée.

Cette amélioration bénéficie à la plupart des secteurs : avec la fin du confinement, les entreprises dites « non essentielles » ont été autorisées à reprendre progressivement leur activité. Ainsi, 71,9 % des entreprises interrogées font état d'une progression de leur chiffre d'affaires par rapport au premier trimestre 2021, tandis que 21,1 % déplorent une baisse.

Dans un contexte de hausse des prix, la consommation des ménages, bien que toujours soutenue, ralentit ce trimestre. Cette tendance se reflète, entre autres, dans l'évolution des importations totales, qui sont en léger repli après trois trimestres en hausse.

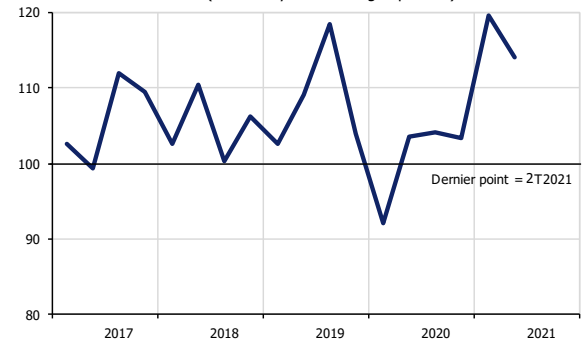
Pour le troisième trimestre 2021, les chefs d'entreprise portent un jugement assez favorable sur l'évolution de la conjoncture et anticipent une stabilité de la plupart des indicateurs. Ainsi, ils prévoient le maintien de leur niveau d'activité, accompagné d'une diminution des charges. Cependant, ils sont pessimistes quant à l'état de leurs trésoreries, qui, alors que bien orientées ce trimestre, demeurent une source d'inquiétude récurrente. D'autre part, pour le cinquième trimestre consécutif, leurs intentions d'investissement demeurent fortes.

Une hausse des prix portée par les services

L'Indice des prix à la consommation (IPC), qui n'a pu être calculé pour les périodes de mars à juin 2020 et février à mars 2021 en raison des confinements, augmente de 1,5 % entre avril et juin 2021. Cette progression est portée principalement par l'inflation des prix des services (+3,9 %). Pour leur part, les prix de l'énergie et des produits alimentaires croissent respectivement de 0,5 % et 0,3 %, tandis que ceux des produits manufacturés enregistrent un léger repli de 0,1 %.

En glissement annuel (juillet 2020 à juin 2021), l'IPC progresse de 1,1 % à Mayotte, tout comme en France. Les prix de l'énergie et des services se renchérissent respectivement de 9,7 % et 2,4 % ; ceux de l'alimentation et des produits manufacturés sont en recul de 1,2 % et 0,6 % respectivement.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



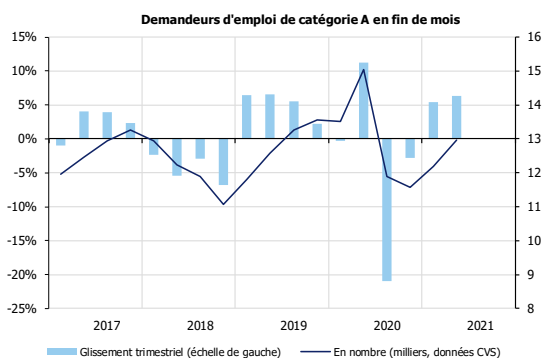
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

La demande d'emploi continue d'augmenter



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Au deuxième trimestre 2021, la demande d'emploi continue de progresser. Ainsi, Pôle emploi recense 12 971 demandeurs d'emploi en fin de mois de la catégorie A (DEFM A, CVS), soit une progression de 6,4 % par rapport au premier trimestre 2021.

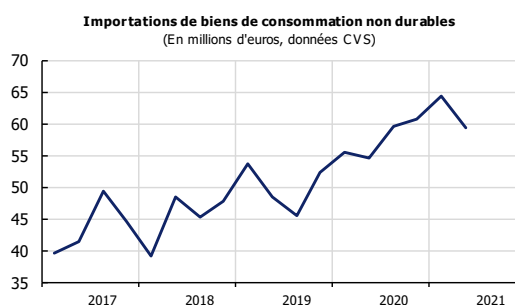
Cette évolution est entièrement portée par les 25-49 ans pour lesquels les demandes d'emploi progressent de 1,9 % (contre -3,7 % pour les plus de 50 ans et -3,4 % pour les moins de 25 ans). La hausse concerne les femmes (+4,9 %) comme les hommes (+3,1 %).

En glissement annuel, la demande d'emploi est en net repli : le nombre de DEFM A diminue de 13,8 % par rapport au deuxième trimestre 2020.

La consommation des ménages ralentit mais reste soutenue

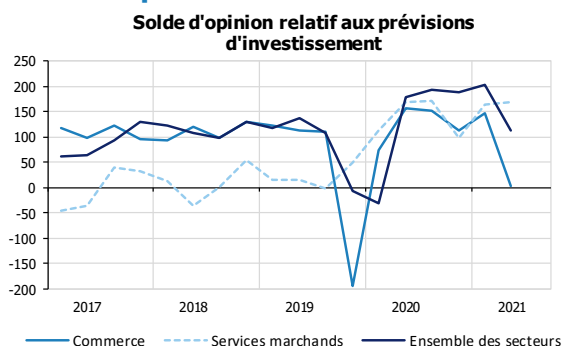
Après une hausse au trimestre précédent, la consommation des ménages ralentit au deuxième trimestre 2021. Elle demeure toutefois soutenue et constitue une composante essentielle de la demande qui alimente l'activité. Les importations de produits courants et des biens d'équipement du foyer contribuent à cette évolution avec une baisse respective de 8 % et 9,4 % (CVS). En revanche, les immatriculations de véhicules neufs enregistrent une forte hausse par rapport au trimestre dernier (+41,5 %). L'encours des crédits à la consommation continue également de croître (+2,3 %).

Les résultats en glissement annuel sont toutefois meilleurs que ceux du deuxième trimestre 2020, qui avait connu un recul de la consommation des ménages en lien avec la crise sanitaire et l'instauration du premier confinement. Les importations de biens d'équipement et les immatriculations de véhicules neufs croissent respectivement de 47,6 % et 63,9 % par rapport à l'année dernière.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Les prévisions d'investissement demeurent bien orientées



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les chefs d'entreprise enquêtés demeurent optimistes quant à leurs intentions d'investir à horizon d'un an. Cette bonne orientation concerne la plupart des secteurs d'activité, principalement ceux du BTP et des services marchands.

Sur le deuxième trimestre, les encours des crédits d'investissement reculent légèrement (-0,8 %), alors que ceux des crédits d'exploitation se contractent de 3,6 %. La hausse importante de ces derniers en glissement annuel (+103,6 %) est toujours liée au recours des entreprises aux Prêts garantis par l'État (PGE) pour faire face aux difficultés de trésorerie rencontrées en 2020 à cause de la crise sanitaire.

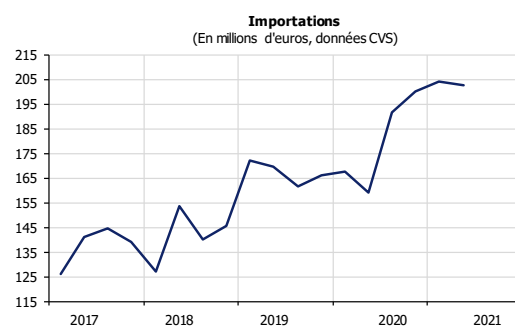
Par ailleurs, par rapport au premier trimestre, les importations de biens d'équipement professionnel progressent de 7,2 % (CVS) alors que celles de biens intermédiaires se contractent de 6,6 % (CVS).

Léger recul des importations

Après trois trimestres consécutifs de hausse, les importations reculent légèrement au deuxième trimestre 2021 (-0,6 %). La tendance reste toutefois croissante en glissement annuel, la valeur des importations étant en augmentation de 27,3 % (CVS) par rapport au deuxième trimestre 2020.

Cette baisse est portée aussi bien par les importations des ménages que celles des entreprises. En effet, l'on observe une diminution des importations des produits courants et des biens d'équipement du foyer pour les ménages. Pour les entreprises, seules les importations des biens intermédiaires diminuent.

Après une baisse de 24,1 % (CVS) au trimestre dernier, les exportations enregistrent une hausse significative, tant sur le trimestre (+40,0 %, CVS) qu'en glissement annuel (+75,7 %, CVS).

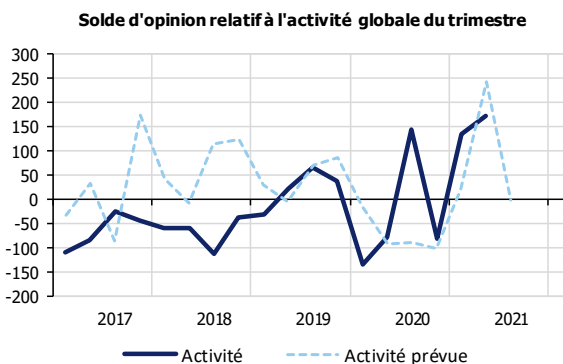


Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

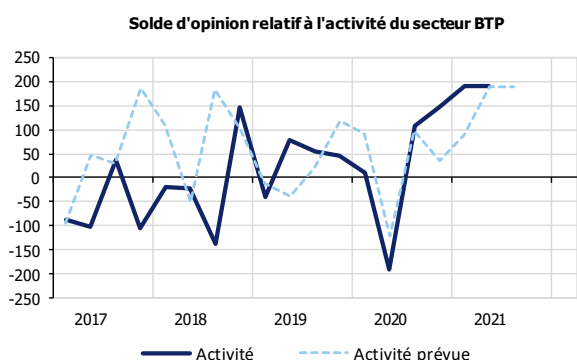
La reprise de l'activité globale se consolide

Les chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité globale au deuxième trimestre. Ainsi, les soldes d'opinion de la plupart des indicateurs se positionnent à un niveau favorable. Cela se vérifie notamment pour les trésoreries, pour lesquelles on observe une nette amélioration depuis le début de l'année, en lien avec les dispositifs d'aides aux entreprises et la reprise de l'activité. Enfin, après une baisse au premier trimestre, l'embauche est à nouveau en hausse au deuxième trimestre.

Malgré l'anticipation d'une détérioration des trésoreries, les perspectives pour le début du deuxième semestre restent favorables, avec un niveau d'activité qui se stabiliserait et un moindre poids des charges.



Le BTP maintient son dynamisme



L'activité du BTP demeure bien orientée pour le quatrième trimestre consécutif. Les chefs d'entreprise du secteur font part d'une amélioration des délais de paiement et d'une maîtrise des charges d'exploitation. Cependant, les trésoreries sont encore légèrement pénalisées.

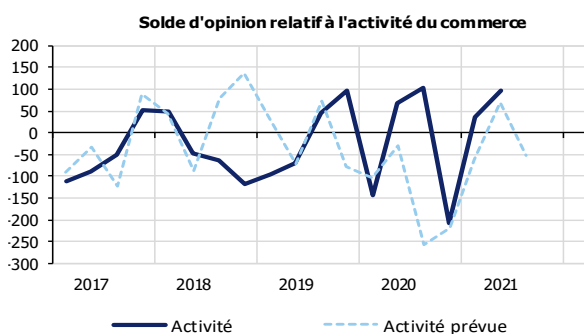
Pour le troisième trimestre 2021, les professionnels du secteur anticipent un allègement des charges et une amélioration des trésoreries, qui permettraient de soutenir une croissance de leur volume d'activité. Toutefois, ils restent pessimistes sur les délais de paiement, craignant toujours leur allongement.

Les volumes d'importation de ciment, en hausse de 17,3 % ce trimestre, sont largement supérieurs à ceux enregistrés au cours des deux précédentes années sur la même période.

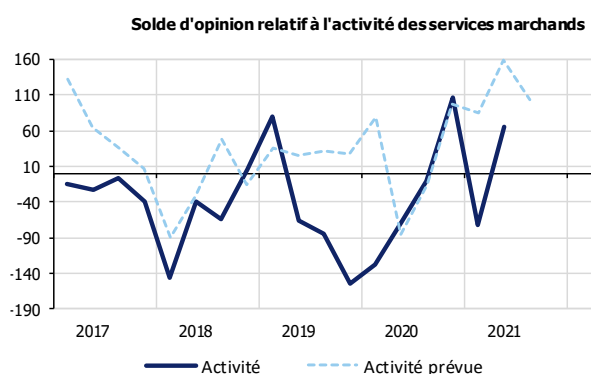
Le secteur du commerce confirme sa reprise

L'activité du secteur du commerce s'est à nouveau améliorée au deuxième trimestre 2021. Malgré l'allongement des délais de paiement, les commerçants font part d'une amélioration des trésoreries et d'un allègement de leurs charges.

Pour le troisième trimestre 2021, ils sont moins optimistes, prévoyant une baisse de leur activité, conjuguée à une dégradation de leurs trésoreries. Cependant, ils sont également nombreux à anticiper des charges moindres.



Rebond de l'activité du secteur tertiaire



L'activité du secteur des services marchands rebondit au deuxième trimestre et atteint un solde d'opinion largement positif. Les chefs d'entreprise font également part d'une bonne tenue de leurs trésoreries, accompagnées d'une amélioration des délais de paiement et d'une régression des charges.

L'optimisme des chefs d'entreprise du secteur se maintient pour le troisième trimestre 2021. Les prévisions d'activité et d'investissement demeurent bien orientées, en dépit de l'anticipation d'un allongement des délais de paiement et d'une détérioration des trésoreries.

La conjoncture régionale et internationale

LES ÉCONOMIES DE LA RÉGION SOUMISES AUX VAGUES D'ÉPIDÉMIE DE LA COVID-19

Les estimations de croissance du premier trimestre en **Afrique du Sud** ont été revues à la hausse, passant de +2,7 % à + 4,6 % selon la Banque centrale sud-africaine. Le pays connaît toutefois une 3^e vague d'épidémie depuis mai 2021, entraînant des confinements dans certaines provinces du pays. La situation sanitaire s'améliore tout de même depuis fin juillet. La reprise de la demande mondiale et les prix élevés des exportations de produits de base jouent en faveur de l'économie sud-africaine. Dans ce contexte, la Banque centrale maintient sa prévision de croissance de 4,2 % pour 2021. Le taux directeur reste également inchangé à 3,5 %, mais celui-ci devrait augmenter fin 2021 et courant 2022.

À **Madagascar**, l'état d'urgence sanitaire a été réintroduit en avril 2021, entraînant un renforcement des mesures de restrictions (confinement, couvre-feu...) dans plusieurs régions, dont la capitale. Cette reprise de l'épidémie risque de ralentir le redémarrage économique attendu pour 2021. La dynamique entrevue fin 2020 montre des signes d'essoufflement, selon la Banque centrale malgache. Cette dernière prévoit une croissance de 3,2 % pour 2021, après -4,2 % en 2020.

Les **Seychelles** ont rouvert leurs frontières depuis le 25 mars 2021. L'archipel accueille ainsi un peu moins de 44 000 touristes extérieurs au 2^e trimestre 2021 contre moins de 7 000 personnes au 1^{er} trimestre. Bien qu'encourageante, la fréquentation touristique reste moitié moindre par rapport au 2^e trimestre 2019. Les exportations de produits de la pêche s'inscrivent en hausse de 25 % par rapport au 2^e trimestre 2020.

L'activité économique des **Comores** se contracte au 1^{er} trimestre 2021 sous l'effet du durcissement des mesures sanitaires face à la recrudescence de la pandémie de la Covid-19 dans l'archipel. Les banques de la place confirment cette détérioration de l'environnement économique et prévoient une situation similaire au 2^e trimestre 2021. Par ailleurs, le commerce extérieur recule de 13,6 % sur le trimestre, malgré la hausse des exportations de vanille et d'ylang-ylang.

À **Maurice**, le PIB se contracte de nouveau de 2,6 % en 1^{er} trimestre 2021 (CVS), après une reprise de son économie ces deux derniers trimestres (+2,7 % au 4^e trimestre 2020 et +31,3 % au 3^e trimestre). Le secteur du tourisme (13 % du PIB) continue d'être affecté par l'interdiction des voyageurs à entrer sur le territoire. L'activité dans l'hôtellerie-restauration chute de nouveau de 82 % sur un an (-74 % le trimestre précédent) et de 19 % dans les transports. Le Bureau de la statistique mauricienne reste cependant optimiste avec des prévisions de croissance de +5,4 % pour 2021 après -14,9 % en 2020.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI

UNE REPRISE MONDIALE INÉGALE D'UNE RÉGION À L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la **zone euro**, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En **France**, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au **Japon**, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les **pays émergents et en développement** pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. CROISSANDEAU – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF
Rédaction : S. CALVO CANO, N. MADI – Éditeur : IEDOM